

L'ŒUVRE

25, Rue Royale (8^e)
Téléphone : ELYSÉE 43-45 et 43-46
Après 21 heures : GUT. 76-85.

Directeur
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An 6 Mois 3 Mois 1 Mois

18 fr. 9 fr. 4 fr. 50 1 fr. 50

*Après trente mois de combats,
les boches nous déclarent une
seconde fois la guerre.*

*Le haut commandement
L'UNITÉ DE DIRECTION
va-t-elle se réaliser ?*

La réalisation de l'unité de direction entre puissances alliées devient une préoccupation générale : les événements balkaniques ont enfin ouvert les yeux à ceux qui attendent passivement le succès de l'épuisement des adversaires.

Rien n'est plus symptomatique, à cet égard, que la campagne de presse entreprise dans les journaux anglais.

L'*Oeuvre* reproduira demain un article d'un puissant intérêt, signé de l'ancien correspondant du *Times* à Berlin, relatant le fonctionnement du haut commandement allemand.

Il y est expliqué qu'en Allemagne où la meilleure façon de diriger les opérations militaires avait été longuement méditée, les responsabilités avaient été parfaitement définies.

Le grand état-major général est seul responsable devant l'empereur de la stratégie de la guerre ; il réside où il le juge convenable : il reçoit du chancelier de l'empire et du ministre des affaires étrangères les informations diplomatiques ; ainsi éclairé, il combine ses plans.

La conception française est différente : chaque commandant en chef, celui d'Orient comme celui des armées du Nord-Est, est responsable devant le gouvernement, mais l'un comme l'autre a toute liberté dans l'exécution du commandement qui lui est confié.

En Angleterre, où n'avait pas été prévue l'obligation de défendre sur terre le vaste empire britannique et de s'associer, en armant des millions d'hommes, à la lutte continentale, rien n'est encore défini.

En Angleterre aussi, beaucoup d'esprits clairvoyants réclament un état-major général des armées alliées.

Mais l'initiative d'en proposer la formation appartient à la France : à la France, à cause de la préparation militaire de ses hommes de guerre qui n'ont cessé, depuis quarante ans, d'étudier et de professer, et ont formé un état-major, parfois fautif sans doute, mais ayant une valeur professionnelle incontestée par nos alliés comme par nos adversaires ; à la France aussi parce que, la première prête, elle eut à rapporter le plus rude choc des ennemis et que, dès la première heure, elle arma, pour en faire des soldats, tous ses hommes valides.

Nous avons aujourd'hui pour ministre un général, un organisateur, un chef, dont la haute intelligence, la fermeté, l'esprit de décision se sont affirmés durant une longue carrière, et plus encore aux heures critiques de l'an passé ; au nom de l'armée française et de la France tout entière, il sollicitera et obtiendra la création de cet organisme indispensable pour obtenir la victoire définitive.

Afin de lui montrer ce que la nation attend de lui, je voudrais placer sous ses yeux une phrase, cueillie au hasard parmi les nombreuses lettres que me valurent, des lecteurs de l'*Oeuvre*, mes précédentes articles.

Elle émane d'un commerçant, d'un imprimeur résidant dans une ville du Centre :

Les généraux alliés personnellement peuvent être supérieurs aux généraux boches : ils sont incapables d'obtenir des résultats de la même ampleur parce qu'ils se résignent ou se compatisent à des efforts purement nationaux dans une guerre internationale. Bref parce qu'ils n'ont pas su exiger et adopter l'unité de commandement et de direction.

Il est impossible de mieux dire. La guerre ne peut se terminer à notre avantage que par l'utilisation de toutes les forces, de toutes les ressources des Alliés, employées pour un but unique, par une direction unique.

Faut-il, par exemple, user des hommes valides que la Russie possède en si grand nombre pour les joindre aux troupes du front français ? Devons-nous, au contraire, armer les Russes chez eux et, profitant d'une ligne moins aisée à défendre, tout organiser pour prendre une offensive irrésistible en Pologne ?

Des questions d'une telle envergure ne peuvent être résolues que par un état-major général des Alliés.

Comment le composer ?

Il me semble qu'il devrait comprendre : pour l'Angleterre et la France, les deux ministres de la guerre, les deux généraux commandant en chef sur le front occidental, enfin deux autres généraux, un pour chaque nation, désignés par leurs gouvernements respectifs.

LES EMPIRES CENTRAUX proclament la guerre

Guillaume II et son brillant second viennent de couronner leur manœuvre de la fausse paix, destinée, comme nous l'avons dit dès le premier jour, d'une part, à remonter le moral flétrissant de leurs troupes, et, d'autre part, à se donner, aux yeux des neutres, figure de pacifistes méconnus.

Leurs prétendues offres de paix, dont on s'est borné à dire qu'elles n'offraient rien, — ayant reçu des Alliés le seul accueil qui leur pût être fait, ils se tournent vers leurs soldats en s'écriant : « Vous le voyez, on veut notre écrasement complet !... » et vers les neutres en pleurnichant : « Si la guerre continue, ce n'est pas notre faute. »

La manœuvre était peut-être habile. Mais elle a été heureusement déjouée. Et c'est avec une indifférence ironique que seront accueillies les manifestes ridicules des deux empereurs.

Manifeste de Guillaume II

Genève, 7 janvier. — Les dépêches officielles allemandes publient la proclamation suivante de l'empereur allemand :

A mon armée, à ma marine.

De concert avec mes alliés, j'ai proposé aux ennemis l'entrée en négociations pour la paix. Les ennemis ont refusé ma proposition. Leur soif de domination exige la destruction de l'Allemagne. La guerre continuera donc.

Devant Dieu et l'humanité, c'est aux gouvernements ennemis uniquement qu'incombe la lourde responsabilité des nouveaux sacrifices que j'aurais voulu vous éviter. Justement indignés des agissements de l'ennemi, animés de la volonté de défendre vos biens les plus sacrés et d'assurer un avenir plus heureux à votre pays, vous deviendrez d'airain. Si nos ennemis ne veulent pas comprendre, avec l'aide de Dieu nous les y forcerons par les armes.

GUILLAUME.

Manifeste de l'empereur d'Autriche

Soldats !

Vous savez que moi et les souverains mes alliés nous avons essayé de préparer les voies de la paix désirée par le monde entier. La réponse de nos ennemis est arrivée ; ils repoussent, sans même courtoisie, la main que nous leur avions offerte. De nouveau donc, je fais appel à tous mes compagnons d'armes. Votre épée, pendant les trente mois que nous avons dernièrement, a parlé un langage net et clair ; votre courage héroïque et votre bravoure gardent la parole. Les victimes ne sont pas assez nombreux ; il en faut d'autres ! Nos ennemis en portent toute la responsabilité.

Je prends Dieu à témoin : vous et les armées de nos braves alliés, vous avez anéanti de nombreux royaumes ennemis, vous avez emporté de puissantes forteresses, vous avez conquis de vastes étendues de territoires ennemis ; malgré tous ces exploits, les gouvernements ennemis trompent encore leurs peuples et leurs armées par l'espérance qu'ils pourront encore modifier leur destinée. Soit !

Vous continuerez à chercher la solution par le fer de votre épée. C'est avec une fière confiance dans la puissance de mon armée que je commanderai : « En avant, avec Dieu ! »

CHARLES.

tifs. Les autres nations belligérantes (Belgique, Serbie, Italie, Russie) y seraient représentées dans des proportions à déterminer.

Cette guerre, remarque-t-on souvent, ne fait pas surgir, dans un camp comme dans l'autre, un homme de génie qui s'impose à tous par son intelligence et sa valeur. On ne se rend pas compte que la nécessité de former, de nourrir, d'armer, d'approvisionner des millions de soldats, de les diriger sur des champs de bataille immenses et des fronts très étendus, d'engager des actions stratégiques à des centaines de kilomètres de distance, dépasse les forces d'un seul : il faut recourir à l'organisation.

L'homme de génie sera celui qui réalisera la direction internationale par la formation d'un état-major général des Alliés.

La tâche est belle pour notre ministre Gallieni.

Gallieni ?

Oui, cet article a été publié pour la première fois dans l'*Oeuvre*, le 7 novembre 1915.

Et nous avons le regret de constater qu'il n'y a pas un mot à y changer, sauf le nom propre de la fin.

Qu'est-ce que nous avons donc fait à cet égard, depuis quatorze mois ?

LES CONFÉRENCES DE ROME

LES GÉNÉRAUX SARRAIL ET CADORNA y ont été appelés

MM. BOSELLI ET BRIAND AFFIRMENT LEUR CERTITUDE DE LA VICTOIRE

Déclarations de M. Briand

Rome, 7 janvier. — Le *Giornale d'Italia*, organique officiel, publie une entrevue avec M. Briand où il exprime une absolue confiance et la certitude que l'Entente marche vers un résultat des plus beaux et des plus réconfortants. M. Briand a conclu :

Je sais que l'Italie tient solidement et qu'elle est bien décidée à aller jusqu'au bout. C'est pourquoi ma joie d'être venu en Italie est si grande et ma confiance dans notre cause commune si inébranlable.

Arrivée du général Sarrail

Rome, 6 janvier. — Le général Sarrail est arrivé hier soir à Rome.

Il a eu ce matin, à neuf heures, un entretien avec M. Briand, puis avec M. Lloyd George à l'ambassade britannique. Il s'est rendu ensuite à la Consulta, où s'est tenue la première séance de la conférence des Alliés.

Le général Cadorna est venu spécialement du front pour y assister.

Les réunions d'hier

Rome, 7 janvier. — Le *Giornale d'Italia* publie la note suivante :

La troisième réunion des délégués alliés a eu lieu ce matin à 10 h. 30. Hier, les deux missions politique et militaire s'étaient réunies d'abord en séance plénière, puis avaient siégé séparément. Ce matin, c'est l'inverse qui a eu lieu. Les missions ont d'abord siégé séparément, puis, vers midi, les délégués politiques et militaires se sont réunis en séance plénière.

Nous croyons pouvoir affirmer qu'on a déjà obtenu des résultats très importants et heureux : on le verra lorsque les décisions prises seront mises à exécution.

La conférence n'a pas un terme fixe. Elle durera jusqu'à l'achèvement des discussions de l'ordre du jour.

Rome, 7 janvier. — Au cours d'une seconde réunion tenue cet après-midi, la conférence des Alliés a terminé ses travaux, et a été close.

Les Alliés ont constaté une fois de plus leur accord sur les diverses questions inscrites à l'ordre du jour et ont pris la résolution d'apporter toujours plus de coordination dans leurs efforts.

Le banquet

Rome, 7 janvier. — M. Boselli, président du conseil, a offert un déjeuner aux missions étrangères s'est terminé à trois heures.

Une foule imposante s'est invitée à une manifestation à la sortie de l'hôtel.

Lorsque le général Cadorna a quitté à son tour l'hôtel, la foule lui a fait une chaude ovation qui s'est continuée tout le long du parcours, aux cris de : « Vive Cadorna ! Vive la guerre ! Vivent les Alliés ! »

L'automobile du général Cadorna s'est frayé lentement un passage à travers la foule enthousiaste, tandis que des fenêtres, on agitait des mouchoirs et des drapeaux aux couleurs italiennes et alliées.

tant plus redoutable qu'elle était collective, anonyme, irresponsable. Sans cette contrariété, il ne put, dans de telles conditions, imprimer à la production et à l'organisation nationales tout l'essor sur lequel la bonne volonté du pays permettait cependant de compter.

L'opposition parlementaire — quoique encore minoritaire — a eu enfin raison de ce dualisme incrévable.

Le grand quartier général — celui que nous avons connu — n'est plus. Pour mieux marquer la scission, le nouveau a changé son emplacement.

Les attributions de ce dernier sont limitées à la direction des opérations. Tâche assez lourde et assez intéressante, d'ailleurs, pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y ajouter le poids d'une administration compliquée.

Pour lui permettre de conduire ces opérations avec tous les moyens nécessaires, le Gouvernement, par l'intermédiaire de ses délégués, ministres de l'armement et des fabrications, du ravitaillement, etc... — doublés d'un trop grand nombre de sous-ministres, peut-être — organise la production.

Mais, pour assurer l'harmonie et la coordination entre le quartier général et ces organes de production, le ministre de la guerre reprend sur la zone des armées l'autorité que le règlement sur le service en campagne lui avait enlevée.

Le chef éminent qui assume cette redoutable fonction a fait ses preuves dans de si nombreuses circonstances qu'il ne peut trahir la confiance que le pays tout entier a mise en lui.

Mieux que personne il connaît l'adage : « Audace Fortuna juvat. »

Général Verraux

Patusset, qui est en permission de sept jours m'écoutait parler avec indignation des propositions de paix. Il haussa les épaules et m'interrompit :

— On dirait vraiment que tu n'as jamais joué au poker !

— Quel rapport ?

— Le plus simple du monde. Rappelle-toi la marche d'une partie. On commence à jouer vers onze heures du soir. A minuit, il y a un gros gagnant, le type qui a la chance et qui a raflé quinze cents francs, si tu veux, à ses partenaires. Il est de bonne humeur, il fait de grosses plaisanteries, il s'apitoie sur le joueur qui tient contre lui ; à la veine insolente, il boit du champagne, il éclate d'allégresse et de confiance, il est odieux ! Tu me suis ? A deux heures du matin, ce mufle de gros gagnant a déjà rendu les trois quarts de ce qu'il avait pris ; il est moins exubérant, il voit que les adversaires jouent plus serré et, par petits coups, font revenir les jetons qu'il avait accaparés. Il a l'intuition que la chance tourne, et, comme il gagne encore un peu après avoir gagné beaucoup, il se lève brusquement, s'ébroue, et prononce cette phrase que tu as entendue mille fois :

— Je vous demande pardon, mais je suis obligé de me lever de bonne heure. A une autre fois !

Mais les joueurs, toi, moi, les autres, les Alliés, le rattrapent par son veston :

— Non, mon vieux ! ça ne va pas ! Tu veux t'en aller avec notre galette, ça n'a rien à faire...

Il est bien obligé de se rasseoir, mais, à partir de ce moment, il est fini. Il a tellement peur de perdre qu'il perd à tout coup ; il « bliffe » mal, il s'entête à pousser des jeux douteux, il ne sait plus ce qu'il fait. Et, quand à cinq heures, on joue le dernier tour, le gros gagnant de minuit, le « charlemagne », de deux heures, grincheux et haineux, s'en va avec la forte cuvette. C'est aussi net que ça ! Il est deux heures du matin ; on a encore trois heures de jeu, Guillaume rendra tout et on lui prendra pas mal de choses, tu verras. Patusset se coiffa de son casque et me fit ses adieux.

— Où vas-tu ? lui dis-je.

— Je vais gagner la partie ! — D.

Lire en 3^e page :

Le Siège d'Amasie

ou

La Guerre Galante

La question minière

UN REMÈDE
à la crise des transports

Nos malthusiens des mines insistent beaucoup en ce moment sur les difficultés du transport des charbons, ce qui est une façon de demander qu'on n'exploite pas de mines nouvelles tant que le carreau de certains centres houillers ne sera pas décongestionné.

Cela nous rappelle certain général d'artillerie qui aimait se proclamer lui-même seul compétent et répétait, lorsqu'on lui demandait pourquoi il n'avait pas mis en

Il ne devrait pas, en effet, y avoir une question du transport du charbon. Et voici pourquoi :

A l'heure actuelle, on transporte des mines du Nord le charbon à Paris où de grandes « centrales » transforment ses pouvoirs caloriques en courants électriques de force et de lumière. Au lieu d'amener — avec combien de fausses manœuvres ! — ce charbon aux usines de la région parisienne, il y aurait un moyen très simple de supprimer ce transport : ce serait de créer les *centrales électriques sur le carreau même des mines*. De là, le courant serait amené par de simples fils à Paris.

Plus de voies encombrées ! Plus de wagons attendus en vain ! Plus de gares bloquées ! Et surtout, plus de mines dont on cherche à arrêter l'exploitation sous prétexte qu'on ne sait plus où mettre le charbon !

Ce remède est trop simple, c'est probablement pour cela que l'on n'y a pas pensé. Et je vois bien d'ici l'objection : « Créer des centrales, cela ne se fait pas en un jour ! » N'exagérons rien. Il faudrait de six à huit mois.

Et puis, si on utilisait celles qui existent déjà ? Ne pourraient-on pas découvrir celles qui sont établies ? Par exemple à Bruay, cité fréquemment pour l'amoncellement de son charbon sur le carreau des mines, il y a une grande centrale. Ne dit-on pas que sa force est de 60.000 chevaux ? C'est quelque chose cela !

Si on la remettait en route ?

Nous avons assez de hauts-fourneaux éteints sous des prétextes variés et variables !

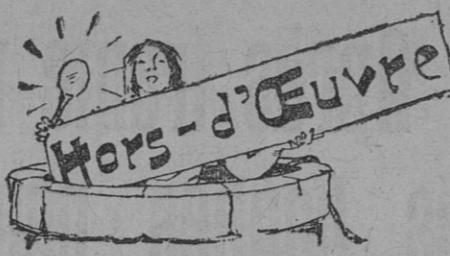
Ne laissons pas les centrales éteintes aussi, alors qu'elles doivent et peuvent concourir à la défense nationale ! Nous devons faire table rase de l'égoïsme de certains intérêts particuliers.

Bruay n'est qu'à 180 kilomètres de Paris. Avec trois fils de 30.000 watts, qu'une équipe de 250 hommes poseraient en dix semaines, nous amènerions 60.000 chevaux à Paris !

Ne peut-on s'y décider, maintenant que voilà le moyen indiqué ?

Et puis, nous enlevions un prétexte de plus à nos malthusiens de ne pas exploiter nos richesses minières. C'est une double raison pour agir.

U. Nieuw



Les princesses qui filent

Quelques lignes, dans les journaux, annoncent sommairement la mort de Clara Ward, ex-princesse de Caraman-Chimay.

Clara Ward, même en temps de guerre, méritait mieux. Elle fut la première princesse qui, dégoûtée du métier, donna aux augustes captives des cours d'Europe le jâcheux exemple de l'affranchissement et le goût dangereux de l'aventure. Sa vie irrégulière (encore que quatre fois conjugale) est un enseignement fort moral pour les grandes dames enclines à poursuivre cet idéal de saltimbanque qui sommeille plus ou moins au fond du cœur de chaque femme.

Clara Ward était américaine. Son père avait acquis, avec des millions, la superstition des parchemins archaïques et la dévotion aux blasons vermoulus.

Clara Ward fut princesse.

Aux temps jadis, surmontées du hennin, les princesses filaient sagement la laine dans la haute salle du château féodal, en attendant le retour du Croisé... Clara Ward suivit la tradition : elle fila. Elle fila avec le violoniste Rigo, avec l'Artiste.

Elle épousa Rigo. Dès lors, elle fut déçue.

Libérée par un nouveau divorce, elle fit un nouveau rêve, et, bientôt, elle se maria avec un employé du funiculaire du Vésuve... La profession évoquait des illusions que l'homme ne sut pas réaliser.

C'est pourquoi l'existence de la princesse Clara, à partir de ce moment, ressemble à l'histoire de cette princesse Cunigonde que l'on voit dans Candide... à cela près que Clara Ward fut responsable de ses propres malheurs.

A quel moment fut-elle l'imprudence décisive ? lorsqu'elle enleva Rigo ? lorsqu'elle quitta l'employé du funiculaire ?... Je penche à croire que la grosse erreur de sa vie fut de vouloir être princesse.

Je n'ai pas retracé la vie de cette dame pour fournir à M. Paul Bourget la matière d'un roman psychologique, ni pour suggerer à un dramaturge audacieux l'idée de refaire Ruy Blas.

Mon seul but, en parlant des princesses qui « filent », est de montrer aux femmes qui triment que, pour se consoler d'un sort pénible, il est bon quelquefois de regarder au-dessus de soi.

ZETTE

La délimitation de la Champagne

Nous avons pu voir, par certains numéros publiés à l'occasion du jour de l'an, que le gouvernement offrait aux poilus, entre autres douceurs, une bouteille de vin de Champagne.

Nous recevons des tranches quelques-unes des étiquettes qui étaient collées sur les bouteilles de vin de Champagne. Elles portent cette mention :

*Grand vin du Coq
Gaillac-sur-Tarn*

Le Midi a sérieusement dû bouger, depuis le commencement de la guerre, pour Gaillac-sur-Tarn soit remonté jusqu'en Champagne.

Précisions Géographiques

Plusieurs de nos confrères ont récemment signalé à M. Herriot le fait suivant : les wagons de pommes de terre, pour aller de Rennes au Mans, passent par Montauban.

Nous l'avouons, c'est bien par hasard que nous ne nous sommes pas associés à leur indignation.

Aujourd'hui, des voyageurs dignes de foi, ayant circulé sur les lignes de l'Ouest-Etat, affirment que les pommes de terre envoyées de Rennes au Mans sont bien obligées de passer par Montauban.

Car Montauban, qui est chef-lieu du Tarn-et-Garonne, est aussi une petite station de chemin de fer voisine de Rennes (Ille-et-Vilaine).

Et, pour une fois que les pommes de terre en voyage suivent la ligne droite, qui est le plus court chemin d'un point à un autre, on aurait pu leur épargner une critique injustifiée.

L'après-midi d'un sergent de ville

Hier dimanche, les personnes que leurs occupations ou leur plaisir amenaient à passer sur le pont de la Concorde ont eu le spectacle d'une séance sportive divertissante.

Un sergent de ville, taillé en athlète, faisait la chasse aux chiens ; la chasse à courre, naturellement, car l'usage du revolver n'est pas encore autorisé pour la destruction de la race canine.

Dès que l'agent apercevait un chien en liberté, il se lançait sur ses traces : « tataut ! tataut !... et, parfois, il l'attrapait après avoir fait plusieurs fois le tour de l'obélisque.

Mais, quand il tenait le chien, la chasse ne faisait que commencer ; car il fallait encore attraper le propriétaire du chien et lui dire : « Pourquoi que votre chien n'est pas attaché ? »

Par deux fois, l'agent a failli réussir le « double événement », pour employer un langage sportif. Pas deux fois, le chien prisonnier s'est évadé pendant que l'agent interrogait son propriétaire ; après quoi celui-ci a pu répondre : « Je ne connais pas ce chien. »

A la fin de la journée de chasse, l'agent, un peu las, mais nullement découragé, a déclaré qu'il recommencera dimanche prochain.

Avis aux sportsmen.

Les as de la métallurgie

Sous ce titre, nous avons récemment publié la composition, en tant que personnel supérieur, d'une usine de guerre de Courbevoie.

Parmi ce personnel figurait, comme chef de service aux , le patron d'un bazar d'Issoudun.

Or le patron du bazar d'Issoudun nous écrit que, faisant partie de la classe 1896, il a été nommé, en 1897, maître-ouvrier à l'arsenal de Constantinople ; il ajoute que, mobilisé pendant quarante mois sur le front, dans le train des équipages, c'est seulement à la suite d'une opération chirurgicale qu'il a été versé parmi les ouvriers métallurgistes.

C'est fort bien. Jamais, d'ailleurs, nous n'avons contesté les connaissances techniques ou la valeur militaire du patron du bazar d'Issoudun.

Nous avons seulement jugé piquant, et peut-être instructif, de publier la liste des professions qu'exerçaient dans le civil les « as » de la métallurgie utilisés par une de nos grandes usines de guerre.

Promotion dans l'état-major général

Le général de brigade Cadoudal vient d'être promu général de division pour la durée de la campagne.

T. S. F.

Qu'on tente de détruire les bases connues si les sacrifices ne dépassent

Les Communiqués

FRONT FRANÇAIS

15 heures

A l'ouest de la MEUSE, escarmouches à la grenade dans les secteurs de la FILLE-MORTE et de la cote 304.

Notre artillerie a fréquemment bombardé les pentes nord de la cote 285 (HAUTE-CHEVAUCHEE), ainsi que les organisations allemandes de la région du MORT-HOMME.

A l'est de la MEUSE, un coup de main enemis, appuyé par un vif bombardement, a complètement échoué à l'est de VAUX-LES-PALAMEIX.

Dans les VOSGES, à l'ouest du col de SAINTE-MARIE, une tentative d'attaque enemis a été arrêtée par nos feux.

Nuit calme partout ailleurs.

23 heures

En BELGIQUE, vive lutte d'artillerie dans le secteur de NIEUPORT-BAINS.

En CHAMPAGNE, dans la région de TAURE, une reconnaissance ennemie, prise sous notre feu, a subi des pertes et s'est dispersée.

Rien à signaler sur le reste du front.

SUS AU SOUS-MARIN ENNEMI !

La guerre sous-marine augmente tous les jours d'intensité.

Les Allemands construisent avec fureur, et leur audace s'accroît, il faut bien le dire, de notre faible résistance à leurs attaques.

Péris trop longtemps méconnu et pourtant redoutable, au point que, renversant l'histoire maritime, on pourra voir un jour, « les pirates isolés triomphes des flottes régulières », si on n'y prend garde.

Il est temps de reconnaître la valeur des dommages causés et d'envisager l'avenir. Il importe pour notre guerre, pour notre vie intérieure, pour la lutte de l'Entente contre les Empires centraux, que continuent sur mer librement nos transports. Les mers sont sérieusement menacées ; défendons-nous ; attaquons !

Faisons passer au premier plan la guerre sous-marine.

Sus au sous-marin ennemi par tous les moyens ! Des canons pour tous nos bateaux, petits et grands, et de bons canons qui puissent tenir l'ennemi à distance, voilà la première arme de défense et d'attaque ! Chacun de nos cargos ou voiliers deviendra un danger pour l'adversaire et leurs unités renforceront ainsi la chasse de nos patrouilleurs.

Il faut forcer le sous-marin à ne se servir que de sa torpille. La torpille manque souvent son but et la provision de bord est faible. Celle-ci éprouvée, le sous-marin est obligé de rentrer à sa base pour chercher un ravitaillement ; c'est la place nette pour quelque temps et c'est une chance de plus de le surprendre.

Que nos patrouilleurs sillonnent les mers en aussi grand nombre que possible, ne laissant aucun coin inexploré.

Que nos bateaux armés se convoyent mutuellement, se renforçant ainsi dans la défense, et qu'à bord chaque capitaine jure de résister à l'ennemi jusqu'à la mort.

Que les cargos ou voiliers non encore armés voyagent en troupe, accompagnés par des défenseurs vigilants.

Que l'hydravion surveille et attaque, et que partout, sur la côte, en mer, de tous les points où l'on voit, tous aux aguets signalent l'adversaire par la T. S. F.

Qu'on tente de détruire les bases connues si les sacrifices ne dépassent

pas le résultat cherché ; et que, dans les détours que les sous-marins sillonnent, des barrages suffisants soient établis.

Notre marine, celle de nos alliés, est venues tard dans la lutte. Il faut regagner le temps perdu. Là, comme ailleurs, il faut un effort puissant et la volonté de vaincre. Si quelques moyens nous manquent, nous y supplérons. Ce n'est ni l'intelligence ni l'imagination qui font défaut à notre race.

Et pour appliquer les moyens, pour traquer hardiment l'adversaire, jour et nuit, inlassablement, nous avons au service du pays toutes les audaces de nos officiers de marine, de guerre ou de commerce, qui ne demandent qu'à s'employer et avec eux tous les marins de France.

Meunier-Surcouf,
Député des Côtes-du-Nord,
Membre de la commission
de la marine de guerre.

Une manifestation au Trocadéro

CONTRE L'ESCLAVAGE des Belges

La Ligue des Droits de l'Homme, particulièrement bien inspirée, avait organisé, hier après-midi, au Trocadéro, une manifestation imposante. Il s'agissait de protester, au cours d'une réunion où toute politique était bannie, contre les déportations des sujets belges et des citoyens français en Allemagne. Une foule immense se pressait dans la vaste enceinte ; ouvriers et bourgeois des deux peuples unis par les armes fraternellement dans les travées, tandis que, sur l'estraude, les chefs des deux Etats et les membres de leurs gouvernements étaient représentés. On remarquait le baron d'Hestrel, ministre de Belgique à Paris ; l'amiral Lacaze, ministre de la marine ; le ministre de l'intérieur, MM. Justin Godart et René Besnard, sous-secrétaire d'Etat.

Après que M. Ferdinand Buisson eut expliqué l'initiative prise par la Ligue des Droits de l'Homme et donné lecture de lettres d'excuses de diverses notabilités, dont une de M. Léon Bourgeois, qui valut à son auteur d'être porté à la présidence d'honneur de l'Assemblée, M. Vandervelde prit le premier la parole. Remerciant le peuple français d'avoir répondu à l'émuivant appel des prolétaires belges, le ministre d'Etat conclut :

« Liberté, propriété, sûreté, ces droits sont refusés à ceux qui vivent sous la terreur allemande. Mais si leur en reste, il nous en reste un, le droit suprême, celui qui survit à tous les autres : le droit de résistance à l'oppression ! »

Le manifeste des ouvriers se termina ainsi : « Quant à nous, même si la force réussit un moment à réduire nos corps en servitude, jamais nos âmes ne consentiront. » Nous ajoutons ceci : « Quelles que soient nos tortures, nous ne voulons la paix que dans l'indépendance de notre pays et le triomphe de la justice. »

« C'est leur dernier mot. »

« Nous serions indignes d'eux si ce n'était aussi le nôtre ! »

Les applaudissements sont à peine terminés qu'à M. Maeterlinck trace un tableau impressionnant de la déresse des « déportés ». Après l'homme d'Etat, le grand écrivain belge parle de la protestation du peuple :

« Il nous dit, cet appel d'un tragique sans précédent, qu'en ce moment, cinq à huit cent mille ouvriers, de dix-sept à soixante ans, en fait, dans un pays qui ne compte plus que six millions d'habitants, tout ce qui, jusqu'à ce jour, dans les classes laborieuses, avait échappé à la mort par la misère et la faim, aux massacres et aux chances des combats, est déjà ou sera d'ici peu réduit en esclavage.

« Et quel esclavage ! On croit avoir tout dit et tout fait quand on s'est indigné au sujet de cet abominable mot qui ne devait plus jamais souiller nos lèvres, et dont nous avions presque oublié l'odieuse signification. Mais aujourd'hui, cette signification est mille fois plus terrible ! »

Beiglagers, nous ne pouvons que protester, mais les neutres peuvent davantage :

« Supposez un instant, dit-il, que nous soyons à leur place et que nous, Belges, Anglais, Français et Italiens, soyons démunis neutres dans une guerre entre l'Allemagne et la Russie, ou la Suisse, par exemple, aurait été traité par l'Allemagne comme le fut et comme l'est encore la Belgique. Vous imaginez-vous ce qui se serait passé à Paris, à Bruxelles et à Londres ? Vous représentez-vous l'émotion formidable, l'irrépressible frémissement, la marée d'indignation et d'horreur qui, le même jour, dans toutes nos capitales, eut soulevé jusqu'aux pavés des rues et entraîné nos rois et nos gouvernements dans l'immense tourbillon de la pitié et de la justice populaire ? »

En trois dernières déclarations, MM. Paul Painlevé, membre de l'Institut public et ancien ministre de l'Instruction publique, Georges Lorand et Hubert ont dénoncé tour à tour les crimes allemands et protesté contre la race de tortionnaires qui a rétabli l'esclavage pour les blancs.

En fin de séance, a été lue une protestation solennelle adressée par les « femmes françaises aux femmes de tous les pays », et signée du Conseil national des Femmes françaises, de la Féd



L'ŒUVRE

L'HOMME qui n'y était plus...

Hier, en suivant la course pédestre Versailles-Paris, qui de nous n'a revu, dans le lot de tête, à côté des Keyser, des Mallet et des Schelleman, l'ombre de Jean Bouin, les épaules largement balancées, les poings haut, les jarrets puissamment isochrones, son éternel brin de paille à la bouche ?...

L'homme est tombé à l'ennemi. C'était dans les premiers mois de la guerre, alors qu'on avait à peine le temps de compter ses morts. Il fut enseveli comme un simple Jules Lemaître, dans quelques lignes d'échos. Et cependant, an an avant la guerre, il avait failli être décoré de la Légion d'honneur, à titre d'athlète. Fait inouï. C'est M. Clemenceau, dit-on, qui en avait donné l'espoir, au moment du record de l'heure pédestre. Le Tigre avait jugé bon d'illustrer la gazette.

Il n'est donc pas trop tard pour parler de ce pédestrian. Aussi bien, l'on ne sait pas assez de quel poids son nom, consacré par un tel record, pèse encore dans l'admiration pour la France de nos alliés anglais ou de la neutre Amérique. Même chez nous, il fut mieux qu'un champion isolé : un initiateur, un type représentatif de l'athlétisme national.

Je l'ai connu particulièrement : j'ai suivi de près sa carrière. Ce petit-fils d'un indolent voiturier de patache méridionale, d'abord élève d'une Ecole d'industrie, s'essaia aussi dans divers sports : football, bicyclette. C'est en suivant, en bécane, un des premiers Marathons du provencal Louis Pautex — maigre anatomie de chevrier grec — qu'il eut le coup de foudre, le *anch'io* révélateur. Quatrième du « National », deuxième de l'« International », il battit à étouffer les Anglais.

En France même, notamment sur le parcours Versailles-Paris, il mena un duel de plusieurs années contre son rival, le Franco-Hollandais Keyser. Quelle passionnante — naguère — de savoir si, sur ces douze kilomètres, la rude descente de Picardie ne devait pas être automatiquement fatale à Bouin, solide « découpage » de légionnaire romain, au profit de Keyser, type de légereté et de parfaite souplesse.

Aux Jeux olympiques de 1912, la défaite de Bouin dans le 5.000 mètres, d'une poitrine, par le svelte Kolehmainen nous fit douter encore si le coureur idéal, absolument, était le « costaud » carré d'homme de liaison.

Georges Rozet

Nos lecteurs à l'Œuvre

Les blanchisseurs abusent

On nous écrit :

Absolument abusive est la hausse de 60 % décidée par les blanchisseurs, car, en somme, excepté le charbon, aucune des matières nécessaires au blanchissement n'a augmenté dans de telles proportions !

Il y a environ un mois, le Syndicat des blanchisseurs demandait une augmentation des tarifs de 20 % ; il ne l'a pas fait sans réflexion et par conséquent il la jugeait suffisante ; or, même le charbon n'a pas suivi depuis un mois une majoration qui motive cette nouvelle hausse de 60 % ; si celle de 20 % est devenue insuffisante, on aurait pu la porter à 30 ou même 40 %, mais à 60 %, c'est réellement exagéré.

Ali-Mohamed avait juré de s'ensevelir sous les ruines de son dernier asile, plutôt que de l'abandonner à ses ennemis, et quel serment qu'un serment d'Ali-Mohamed !

Moëz pressait le siège avec la plus grande vigueur ; le calife Moctafai aidait de toute sa puissance l'homme qui devait un jour s'emparer de son trône, et lui avait envoyé une armée de cent mille combattants. Ali-Mohamed avait repoussé tous les assauts de cette armée formidable et tous les jours il apprenait à Moëz quelles ressources un roi courageux trouve dans l'amour de ses peuples.

Déjà les vivres de Moëz étaient épuisés ; ses soldats, pressés par la famine, commençaient à murmurer, et le sultan se voyait réduit aux dernières extrémités. Il assemble son conseil composé de tous ses généraux.

— Fidèles compagnons de tous mes travaux et de ma gloire, dit-il, laissez-nous notre ouvrage imparfait ? Une seule ville résiste à ma puissance, et ses remparts orgueilleux insultent à votre courage indigné. Abandonnerons-nous la victoire ? Nous couvrirons-nous d'une honte immortelle ? Abandonner Amasie, c'est rendre à Mohamed tout le pays dont nous l'avons dépeuplé ; c'est fuir devant un ennemi tant de fois vaincu. Cependant, guerriers, le plus horrible des fléaux, la famine, menace de dévorer mon armée ; elle fait de rapides progrès ; j'entends autour de moi les cris de révolte ; mes soldats languissants n'ont plus la

plus généreux, le plus brave et le plus vertueux des hommes. Ali ne possédait plus que la belle ville d'Amasie, où Moëz le tenait assiégié depuis six mois. La ville était bien fortifiée, pourvue de toutes les choses nécessaires pour soutenir un siège,

Il ne suffit pas de semer Il faut préparer les semaines

On est accoutumé à croire, dans le public, qu'il suffit de semer pour récolter ; à la ville, et dans certaines campagnes aussi, on estime qu'en dehors de certaines époques où les travaux de l'agriculture sont particulièrement pressants et urgents, tout le reste du temps il n'y a pour ainsi dire rien à faire dans les champs. Il est difficile de se tromper plus complètement.

Reconnaissons toutefois que la presse est pour quelque chose dans cette erreur commune. A lire les nombreux articles qui paraissent au moment des semaines, des foins, de la moisson et des vendanges, on pourrait penser qu'il n'y a pas autre chose à faire qu'à accorder des permissions de quinze jours à quelques mobilisés, ou qu'à demander un coup de main aux troupes cantonnant dans la région. On dirait vraiment qu'il suffit de jeter de la semence sur la terre pour obtenir d'abondantes récoltes.

Si nous voulions porter la production de la terre de France au maximum, ce qui est, dans les circonstances présentes, un devoir et une nécessité, c'est maintenant, nous expliquait hier un distingué agronome du ministère de M. Clémentel, c'est pendant l'hiver qu'il faut préparer les terres destinées à être semées en février, mars ou avril, et à porter des pommes de terre, des betteraves, des blés, de l'orge, de l'avoine, des fourrages.

« On oublie un peu trop, depuis que les cultivateurs ont abandonné les sillons pour les tranchées, qu'il faut labourer l'hiver pour avoir de belles récoltes avec des semis au printemps.

Il n'est pas nécessaire d'avoir été élevé à la campagne pour comprendre qu'une terre labourée l'hiver subit l'influence des gels et des dégels et les alternatives de pluie et de sécheresse : elle se divise alors, s'effrite et s'amenuise naturellement, et se trouve en état de recevoir la semence.

Prenez, au contraire, une terre qui n'a pas été labourée et dans laquelle on ne connaît la charrue qu'au mois de mars, au moment de semer des avoines ou de planter des pommes de terre : les longues barbes retournées ne forment souvent qu'un seul bloc sans lien avec le sous-sol et qui, sous la cuison du soleil, deviennent dures comme de la brique.

Sans rien vouloir prétendre de ce que seront les opérations militaires au printemps prochain, ni quels hommes pourront être mis ou resteront à la disposition des agriculteurs, il serait temps d'essayer de profiter, dès maintenant, des premiers beaux jours pour préparer nos semaines du printemps 1917. »

Il ne reste plus au ministre de l'agriculture qu'à faire connaître aux chefs de corps et aux commandants de dépôts, qui ne sont pas tenus d'avoir des connaissances agronomiques, ce qu'ils peuvent actuellement réaliser avec la main-d'œuvre militaire inoccupée.

CORRESPONDANCE

Monsieur le directeur,

Je vous sais étranger à tout ceci. Et votre œuvre n'a toujours été sympathique. Mais dans votre numéro du 1^{er} janvier, l'*« Invité »* paraît être drôle, ayant faussé la vérité de façon à faire douter de ma parole, j'ose de mon droit de réponse en vous priant d'insérer ceci à la place où parut la tarteine frelatée.

Il est faux que je n'aie vu Dolent qu'quelques semaines. Je l'ai vu plus de trois ans. Et je soutiendrai toujours son œuvre, ce qu'il l'espérait, sera long, car je me porte à merveille.

Ignorant qui est l'*« Invité »*, je suis très à mon aise pour vous dire qu'il se coupe avec gloire quand il dit, parlant du banquet Apollinaire, le que « le jet de projectiles et les vociférations commencent dès les hors-d'œuvre », ce qui est exact et que néanmoins il me les attribue vingt lignes plus loin quand, après le champagne, on me prie de lire le papier qui Apollinaire m'avait chargé d'écrire. J'ai légèrement trop à faire pour préparer « comme par hasard » quoi que ce soit. Non, ce boucan mené par des pères de famille trop longtemps enfermés commence bien aux hors-d'œuvre, comme dit votre rédacteur. Si ma voix fut trop faible quand vint le champagne pour couvrir l'orage, je n'ai certes pas le mérite de l'avoir déchainé par le brame noir de Dolent ! Ces camarades plutôt suisses, croyez-le, ont marché tout seuls, par la grâce du vin blanc de Montrouge.

Je n'ai même pas le plaisir d'attribuer tout ce bruit à la petite charge à fond que j'allais me faire contre la cubisme, si j'avais pu écrire aussi fort que Reinard. J'étais venue là, préparée à tout, sachant que les héros du cubisme y se-

raient au complet, bien en forme et de taille à me dévorer. Tout, me disais-je, pour voir la figure de Malisse. Vous le voyez, Monsieur le directeur, ce banquet devait finir en tempeste. Tout cela n'empêche pas le poète assassiné d'être un livre qui porte une griffe superbe, et Apollinaire d'être le plus artiste des poètes-garçons, je crois bien, depuis Baudelaire.

Mais, me disait Fernand Divoire, à la sortie de ce huriol, comment peut-on se griser avec un vin si pial ?

Croyez, quant à vous, Monsieur le directeur, à mes sentiments fraternels.

AUREL.

RÉPONSES

Un poète classe 10. — Nous ignorons cette prime.

M. 14. — Elle est française, n'ayant pas, à 21 ans, renoncé à notre nationalité.

Patience. — Vous devez les frais, puisque vous vous êtes désisté. Quant à leur montant, vous pouvez en exiger la taxe, mais ils peuvent très bien s'élever à ce prix-là.

L. S. — Vous ne pouvez rien sans l'assentiment de votre propriétaire. Seule, la loi qu'on retardé toujours vous tirera d'embarras.

Un blanchisseur, il n'y a rien à faire contre cet abus indiscutable.

H. Lach. — Oui.

Male. — Rien à faire, malheureusement.

Justice, où es-tu ? — Tribunal de commerce compétent. Veuillez un arrêté.

P. R. 82. — Oui.

Actualités

RÉFLEXIONS sur l'état présent de l'Europe

Voici ce qu'on lit sous ce titre dans un petit livre intitulé : Lettres historiques concernant ce qui se passe de plus important en Europe, et les réflexions nécessaires sur ce sujet, mois de janvier 1914, à La Haye, chez Adriën Moctens, à la Librairie Françoise, 1914 :

Nous voici arrivés à la cinquième année d'une guerre qui, quoique fertile en grands événements, n'a pourtant rien produit encore de décisif pour l'un ni pour l'autre parti. Il s'est donné un grand nombre de sanglantes batailles par mer et par terre, on a assiégié et pris des places importantes ; mais tout cela n'a point décidé de la querelle qui est entre les puissances qui se font la guerre. Il y a même ceci de remarquable, que le prince qui a eu le plus d'avantages dans toutes ces rencontres est celui qui se trouve le plus éprouvé, et qu'au contraire les puissances qui ont eu ordinairement du pire dans ces occasions, quelques dépenses qu'elles ayant faites, sont plus en état de se faire craindre qu'au contraire ; ce qui paraît assez, tant par les nouvelles forces qu'elles mettent sur pied, plus grandes que toutes celles qu'elles ont eues depuis le commencement de la guerre, que par les empresements avec lesquels leur ennemi fait solliciter la paix de toutes parts, et les avances qu'il fait pour l'obtenir. Car, quoique ces offres soient fort audacieuses de ce que les Alliés peuvent espérer, en continuant encore la guerre quelque temps, elles sont néanmoins assez considérables pour faire conclure aux moins éclairés que celui qui les fait est réduit à des grandes extrémités et se trouve dans l'indispensable nécessité d'avoir la paix. Il semble évidemment qu'il ne se hâte de faire des conquêtes que pour être plus en état d'appaiser ses ennemis en leur rendant un plus grand nombre de places. C'est tout ce que les événements de cette guerre peuvent nous faire prévoir de la manière dont elle sera terminée.

Il y a des degrés dans toutes les récompenses. La Légion d'honneur en comporte cinq. La croix de guerre en comporte quatre, étoiles et palme. On peut dire que la médaille militaire en comporte plusieurs, puisque la Légion d'honneur vient s'ajouter sur la capote de quelques braves. Pourquoi la fourragère n'en comporterait-elle qu'un seul ? Pourquoi pas plusieurs, autant que de citations ? On pourrait réparer ainsi l'injustice que je signalais plus haut. Et on pourrait récompenser les citations d'unités ne formant pas corps, qui souvent sont les plus méritantes : citations qui, aujourd'hui, ne donnent droit à absolument rien, ce qui est vraiment trop peu !

LA BEAUTÉ DU TEINT
ne s'obtient que par le fonctionnement régulier de l'appareil gastro-intestinal.
Un Grain de Vals tous les 2 ou 3 jours au repas du soir donne teint clair, haleine pure

BACCALAUREATS, BREVETS, Licences, Professeurs, G^{es} Ecoles, Fonctions Publiques, Prép. chez soi, Programmes et Exercices Gratuits. Rue Chardin 10 VERSOSELLE par Correspondance de Paris.

L'ŒUVRE militaire

Le système du "tout ou rien"

Quand on s'est décidé à rénover, à toute récompense collective, la vieille fourragère dont s'enorgueillirent nos grands-pères, on avait vaguement pressenti que le règlement donnerait lieu à de nombreuses anomalies. La moindre n'est certes pas cette énormité que je rappelais hier : le droit au port de la décoration conférée à des auxiliaires qui n'ont jamais quitté le dépôt ; ce même droit refusé par contre à des combattants ayant participé à l'une des deux actions dont la citation à l'ordre a été la récompense. On avait répondu par avance, en invoquant la question de principe, aux objections qu'on prévoyait.

Le principe, affirmaient les admirateurs du règlement, le principe c'est la décoration collective et non pas individuelle. La fourragère appartient au corps, non aux soldats. Elle doit figurer sur la poitrine de tous ceux qui composent l'unité et rien que sur la poitrine de ceux-là. Les militaires passant à un autre régiment y perdent droit. Au contraire, l'acquièrent automatiquement les nouveaux arrivants. Ils prennent ça comme leur fusil au atelier. En somme, c'est le numéro de l'unité qui est honoré ; ce ne sont pas les militaires qui la composent.

Ainsi s'exprimaient certains. On s'est aperçu bien vite que ces certains-là allaient vraiment fort, comme disent les poils, et qu'ils nous la baillaient belle en faisant du malice leur idole, et en tenant les soldats qui le portaient pour quantités négligeables. On s'est donc décidé à donner un premier coup de ciseaux dans le nouveau règlement.

On a arrêté, et c'était justice, que les hommes présents lors de la deuxième citation qui a déterminé l'attribution de la fourragère emporteraient l'insigne dans toutes les unités où ils pourraient ultérieurement passer ; que la torsade verte et rouge deviendrait en quelque sorte leur propriété personnelle, quelles que fussent leurs mutations futures. C'était parfait, mais le fameux principe de la décoration de corps était jeté par terre. Et on voit aujourd'hui, dans des régiments ou des unités non décorées, des fourragères éparpillées qui ornent quelques poitrines, de ci de là, ce qui prouve, une fois de plus, que ce n'est pas avec des principes qu'on fait les règlements, mais avec de l'équité et du bon sens.

Aujourd'hui qu'est tranché ce droit au port de l'insigne pour les soldats ou officiers l'ayant reçu, une autre question se pose, celle que je rappelais dans mon dernier article traitant de ce sujet : le droit à une récompense quelconque pour les militaires ayant été visés par la première des deux citations qu'a couronnées la fourragère, et non pas, en raison de mutation, par la seconde. Actuellement ceux-là n'ont rien. Ne pourraient-on créer à leur profit une demi-fourragère, une simple aiguillette ? Pourquoi pas ?

Il y a des degrés dans toutes les récompenses. La Légion d'honneur en comporte cinq. La croix de guerre en comporte quatre, étoiles et palme. On peut dire que la médaille militaire en comporte plusieurs, puisque la Légion d'honneur vient s'ajouter sur la capote de quelques braves. Pourquoi la fourragère n'en comporterait-elle qu'un seul ? Pourquoi pas plusieurs, autant que de citations ? On pourrait réparer ainsi l'injustice que je signalais plus haut. Et on pourrait récompenser les citations d'unités ne formant pas corps, qui souvent sont les plus méritantes : citations qui, aujourd'hui, ne donnent droit à absolument rien, ce qui est vraiment trop peu !

Mortimer-Mégrat

étonnement ! les soldats, loin de murmurer, poussent au ciel des cris de joie. — Vive notre jeune sultan ! disent-ils avec transport. Vive le protégé du Prophète ! A l'assaut ! Volons à l'assaut ! Moëz demande d'où vient cette joie extraordinaire, cette ardeur nouvelle dans ces hommes qui, la veille, étaient en proie aux horreurs de la faim. Il apprend que, pendant la nuit des anges sont entrés dans le camp, chargés de vires de toute espèce, et n'ont disparu qu'après l'avoir généreusement approvisionné pour un jour. Moëz dissimule son étonnement ; il veut laisser à ses troupes une croyance si utile à ses desseins, et que, dans sa surprise, il est lui-même tout prêt à partager.

Il profite de ce moment d'enthousiasme, et conduit ses soldats à l'assaut. La ville est attaquée avec un courage extraordinaire, mais elle est défendue avec encore plus d'intépidité. Moëz est obligé de se retirer dans son camp, après avoir essayé une perte considérable.

(4 suivre)

— Je suivrai ton conseil, lui dit-il, ton langage est celui de l'amitié. Oui, plutôt mourir que de nous déshonorer !

Le lendemain, au lever du soleil, il fait la revue de son armée. Quel est son

LUNDI 8 JANVIER 1917

N° 1.

Le Siège d'Amasie ou la Guerre galante



Les hommes se plaisent aux récits des combats ; ils aiment à voir leurs fureurs érigées en vertus. Et moi, tantôt riant de leurs folies, tantôt gémissant sur leur faiblesse et leur orgueil, je cherche dans leur histoire quelque trait qui fasse honneur à l'humanité.

Dépêches de la nuit

LA SITUATION EN GRÈCE

Les Alliés seront sûrement attaqués

Le représentant de M. Venizelos l'affirme

Arrivé tout récemment à Paris, M. Diomède, ancien ministre des Finances de M. Venizelos, et chargé d'une mission personnelle par le président du gouvernement national hellénique, a fait hier d'importantes déclarations à un collaborateur du *Temps*.

De faits absolument précis qu'il se fait aisément de contrôler par les documents de nos chancelleries et par la conversation de hautes personnalités françaises que nous pourrions nommer, M. Diomède conclut que le roi Constantin fait, depuis le début, une politique proallemagne, sous le masque de la neutralité. Assez souvent, nous l'avons dit ici même ; nos articles étaient censurés lorsque nous essayions d'entrer dans le détail des faits : nous avons dû insinuer par des périphrases que le ravitaillage en essence des sous-marins allemands était assuré par les garages des automobiles royaux !

Pendant des mois, assure M. Diomède, le vrai maître de l'armée du roi Constantin a été l'attaché militaire allemand, major de Falkenhausen ; expulsé avec le personnel de sa légation, cet officier a laissé des disciples, par lesquels la mobilisation hellénique a été vigoureusement concentrée contre les Alliés ; son lieutenant de choix fut le colonel Metaxas. On estime aujourd'hui à trois corps d'armée l'effectif des troupes constantiniennes, dont l'état-major communiqué avec les Empires centraux par télégraphie sans fil — et même par un téléphone d'Athènes via Bérat.

Sous cette direction allemande, continue M. Diomède, l'armée royale attend l'ordre qui lui prescrira d'attaquer l'armée des Alliés. Quand le recevra-t-elle ? Je n'en sais rien. Quel objectif lui donnera cet ordre ? Je l'ignore. Ce que j'affirme, c'est que cette attaque est certaine et que toute l'activité du roi s'emploie à la préparer.

De quelles forces, pour cette attaque, disposerait le roi ? Dès maintenant, il a sous la main 45.000 baïonnettes. Avec le complément des réservistes, il arrivera à 75.000 baïonnettes, c'est-à-dire trois corps d'armée à trois divisions de trois régiments chacune.

En ce qui concerne l'artillerie, pas d'artillerie lourde. Nos pièces lourdes étaient en Macédoine. Elles ont été livrées au nombre de 150 aux Bulgares avec leurs munitions et elles tirent présentement sur la division venizéliste qui sert dans l'armée d'Orient. L'artillerie de campagne et de montagne est au complet, moins quarante pièces livrées aux Bulgares et dix-huit pièces dont dispose l'armée du gouvernement provisoire. L'approvisionnement est de 1.200 coups par pièce. Les mitrailleuses sont au nombre de deux par bataillon, soit en tout 180 environ. Celles qui avaient été commandées depuis la guerre ont été arrêtées à Malte.

Les cadres sont nombreux. Nous avions 4.500 officiers. 1.300 sont passés à Salonique. Il en reste environ 3.200, ce qui, pour trois corps d'armée, est largement suffisant.

L'attaque de l'armée royale sera prononcée en liaison avec l'attaque germano-bulgare, que tout fait prévoir. Les trois corps d'armée du roi chercheront sans doute le contact avec la droite de l'armée ennemie à l'est de Monastir.

En face de ces troupes, le gouvernement venizéliste ne peut mettre en ligne actuellement qu'une division : ce n'est guère, concède le ministre, mais on pourra faire beaucoup plus avec les armes et les munitions qui arrivent

maintenant régulièrement ; quatre divisions nouvelles pourront être mises sur pied rapidement, appui appréciable pour l'armée alliée d'Orient, vu surtout que beaucoup de ces soldats seront des vétérans des guerres balkaniques. Il suffira d'ailleurs « d'éteindre le foyer germanique représenté par le roi, son gouvernement et son entourage immédiat » pour refaire l'union de la Grèce entière.

Cette conversation ne laisse aucun doute sur le complot dont le roi Constantin fut un acteur résolu contre l'Entente : tandis qu'il recevait et bernait les envoyés des puissances alliées, il préparait contre celles-ci des trahisons délibérées. Aujourd'hui encore, il les invite à prolonger d'insidieuses conversations. Nous ne serions pas surpris que, ces révélations rendues publiques et la certitude acquise, après les entretiens de Rome, que le temps des dupes est passé, le souverain ne se déclare brusquement, un peu plus tôt par conséquent qu'il n'était prévu entre lui, Guillaume II et Mackensen. Nous parlions hier d'un geste d'énergie nécessaire : l'exposé de M. Diomède démontre que l'Entente ne saurait, sans péril grave, le différer d'un seul jour.

Louis Bacqué

LES DÉMARCHES POUR LA PAIX

LA NOTE WILSON et les Empires centraux

Genève, 7 janvier. — Répondant à la suggestion américaine, le comte Tisza dit qu'il croit pouvoir affirmer que les empires centraux ne communiqueront pas leurs buts de guerre au président Wilson, car ils tiennent peu à attirer M. Wilson de leur côté en en faisant leur homme de confiance.

Autour de la Conférence

Remise de décorations

Rome, 7 janvier. — Dans le salon d'hiver de l'hôtel Excelsior, ayant le déjeuner, le général Lyautay, au nom du gouvernement français, a remis au général Cadorna, au général Morrone, ministre de la guerre, et à l'amiral Corsi, ministre de la marine, la croix de guerre française.

Le général Lyautay a épingle lui-même les décorations en prononçant de brèves et vibrantes paroles et il a donné l'accordade aux décorés au milieu des applaudissements des notabilités présentes.

Pour l'action unique

Rome, 7 janvier. — Dans les nombreux et chaleureux commentaires que la presse italienne consacre à la conférence de Rome, un point semble aujourd'hui particulièrement mis en lumière par tous les grands journaux, c'est que la conférence de Rome est la conférence de l'action unique et des résolutions.

Le général Sarrail et l'opinion

Rome, 7 janvier. — L'arrivée du général Sarrail a été bien accueillie par la presse.

La Tribune relève les difficultés et la valeur de l'œuvre accomplie par le général Sarrail en Orient.

En face de ces troupes, le gouvernement venizéliste ne peut mettre en ligne actuellement qu'une division : ce n'est guère, concède le ministre, mais on pourra faire beaucoup plus avec les armes et les munitions qui arrivent

L'ACTIVITÉ AUTOUR DE RIGA

LES RUSSES font 500 prisonniers

Communiqué russe. — Entre le marécage de Tiroul et la rivière Aa, au sud du village de Kauzern, nous avons repoussé les attaques ennemis.

En complément de notre communiqué du 6 janvier, on mande qu'au cours des combats au sud du lac de Babitz (30 verstes à l'est de Riga), 500 Allemands ont été faits prisonniers.

Dans la région du bourg de Rietchka (nord-est de Wileika), un avion ennemi a atterri ; les occupants ont été faits prisonniers.

Fusillades sur le front du Caucase

Communiqué russe. — Sur le front, fusillades habituelles par endroits. La tempête de neige dure depuis vingt jours.

UN BOND ITALIEN SUR LE CARSO

Commandement suprême. — Actions d'artillerie par endroits.

Sur le Carso, dans les environs de la côte 208, nous avons avancé par surprise et recréé notre front sur une étendue d'environ un demi-kilomètre. — CADORNA.

Activité d'artillerie sur le front britannique

Toutes les tentatives ennemis ont été repoussées

Communiqué britannique. — L'opération signalée hier nous a permis d'enlever deux postes vers Beaumont-Hamel et nous a valu 56 prisonniers. Ils sont comptés dans le total des prises effectuées depuis Noël qui a été donné dans le communiqué d'hier soir.

L'ennemi a tenté ce matin, à la suite d'une violente préparation d'artillerie, de reprendre pied dans ces postes. Il a complètement échoué.

Un coup de main exécuté avec succès dans l'après-midi au sud d'Armentières nous a permis de faire 19 prisonniers.

A la suite d'un violent bombardement assez courte durée, l'ennemi a tenté ce matin de pénétrer dans nos tranchées au sud-ouest de Wysebaie. Il a été rejeté en désordre après avoir subi des pertes importantes.

Une tentative analogue dirigée sous la protection d'un bombardement intense contre nos avant-postes au nord d'Ypres a également échoué ce matin sous notre feu.

Activité d'artillerie en différents points du front, notamment au sud de Souchez et dans les régions du canal de La Bassée, d'Armentières et d'Ypres.

ARMÉE D'ORIENT

Communiqué serbe. — Rien d'important à signaler sur le front serbe.

Communiqué belge

La lutte d'artillerie qui s'est déroulée, au cours de la journée du 7 janvier, sur tout le front belge, a été particulièrement vive vers Steenebrugge. Au nord-est de cet endroit, le tir de l'indignation ; on avait cru, en effet, que la perte du navire était due à une cause accidentelle, la nature de sa cargaison qui se composait exclusivement de fruits, rendant l'inraisable tout torpillage par un sous-marin.

L'équipage est arrivé à Hendaye et a fait au consul d'Espagne toutes les déclarations relatives au torpillage ; les naufragés resteront 26 heures sur le canot avant d'arriver à la côte française.

La compagnie de navigation de Carthagène a reçu un télégramme confirmant que le *San Leandro* fut torpillé par un sous-marin allemand. La nouvelle a porté à son comble l'indignation ; on avait cru, en effet, que la perte du navire était due à une cause accidentelle, la nature de sa cargaison qui se composait exclusivement de fruits, rendant l'inraisable tout torpillage par un sous-marin.

Le journal *El Debate*, qui publie également la note, ne trouve rien de mieux que d'incriminer la capitaine du *San Leandro* qui rend seul responsable du torpillage du navire.

Le journal *A B C* fait précéder les télogrammes de Carthagène, relatifs au torpillage du *San Leandro*, d'une note de l'ambassade allemande déclarant que le capitaine du navire se refusa de la façon la plus absolue à voyager avec un sauf-conduit du consul allemand.

Le journal *El Debate*, qui publie également la note, ne trouve rien de mieux que d'incriminer la capitaine du *San Leandro* qui rend seul responsable du torpillage du navire.

Bateaux coulés

Londres, 7 janvier. — Le Lloyd annonce que le vapeur danois *Ebro* a été torpillé. L'équipage a été sauvé.

On croit que le vapeur danois *Viking* a été coulé.

NOUVELLES DIVERSES

Genève, 7 janvier. — On mande de Berlin que le prince Boris et le général Jekow ont passé la journée du 4 janvier au grand quartier général allemand.

Genève, 7 janvier. — L'ancien rédacteur au *Varowarts*, M. Ernest Meyer, est sorti de prison samedi dernier.

Genève, 7 janvier. — On mande de Varsovie qu'à partir du 1^{er} janvier, les monnaies deviennent allemandes, même celles qui étaient restées autrichiennes.

Le journal *Le Figaro* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières semaines, à Varsovie, les deux monnaies sont devenues pratiquement interchangeables. »

Le journal *Le Temps* a écrit : « Les deux dernières